



**GT1. État de droit faible, une menace pour la sécurité citoyenne**  
**30 Août - 1 Septembre, 2012. Ville de Panama, Panama**  
**Experts: Marco Castillo (Guatemala) et Howard Fenton (États-Unis)**

## RAPPORT

Le Groupe de travail « **État de droit faible, une menace pour la sécurité citoyenne** » s'est réuni pour la 9<sup>ème</sup> Assemblée plénière de ParlAmericas dans la Ville de Panama, Panama, les 30 et 31 août 2012 avec la participation de délégués de *l'Argentine, du Canada, du Chili, du Panama, du Paraguay, du Suriname et du Venezuela*.

Germán Blanco (Colombie) a présidé les réunions du Groupe, qui avait pour objectifs:

- Analyser la relation entre la sécurité et la justice administrative.
- Étudier les différents programmes existants (programmes publics d'avantages sociaux, programmes d'octroi de permis et de licences individuelles, programmes réglementaires ayant des impacts individuels).
- Étudier l'application de l'état de droit à la justice administrative.
- Analyser l'adaptation des microstructures locales dans l'état de droit démocratique.
- Étudier les microstructures sociales et des systèmes de leadership nouveaux.
- Étudier les microstructures sociales qui affaiblissent l'état de droit.

## RECOMMANDATIONS

1. Identifier et reconnaître, dans les microstructures sociales locales qui ne reçoivent pas de représentation institutionnelle, des dirigeants et dirigeantes ayant acquis le respect de leur communauté, pour résoudre correctement - dans les structures légitimes - les besoins sociaux de tous.
2. Profiter de la budgétisation participative, processus qui permet à la base même d'identifier les principaux besoins d'investissements sociaux, pour renforcer la sécurité des citoyens et des citoyennes.
3. Développer avec les citoyens la pratique de vérification sociale (vérificateurs sociaux, organes publics, etc.) comme processus d'amélioration continue impliquant tous les secteurs de la société dont les résultats obligent des corrections ou des améliorations.
4. Établir pédagogiquement des règlements sur les rôles et responsabilités du secteur public, pour que les citoyens les comprennent facilement et puissent ainsi évaluer la pertinence et la qualité des services et des travailleurs, en obligeant les autorités locales à y répondre en détail, que ce soit pour les accepter ou les rejeter.
5. Renforcer l'application de la loi en établissant des systèmes adéquats de vérification et de contrôle, afin de mieux protéger l'intérêt de la communauté.

**Germán Blanco (Colombie), président**